

LES BARBELÉS SONT-ILS L'AVENIR DU MONDE ?

Non à l'Europe forteresse ! Liberté de circulation et d'installation !

Le 19 janvier dernier, le président du Conseil de l'Europe, le polonais Donald Tusk, donnait "deux mois" à l'Union européenne pour résoudre la crise des réfugiés sous peine de disparition de l'espace Schengen, cet espace, bien limité au demeurant, de libre circulation à l'intérieur de l'Europe. Pour l'heure, les ministres de l'Intérieur européens ont déclenché une procédure visant à prolonger légalement pendant deux années supplémentaires les contrôles aux frontières de six états (Allemagne, France, Autriche, Danemark, Suède et Norvège), auxquels pourraient s'ajouter d'autres pays. Sans parler de la Hongrie qui avait clôturé de sa propre autorité en octobre dernier sa frontière avec la Serbie par un mur de barbelés.

MESURES DISCRIMINATOIRES

Sous la pression de l'influence grandissante des extrêmes droites, les gouvernements multiplient les mesures discriminatoires à l'égard des migrants. Le Danemark ne vient-il pas de décider, outre un durcissement du droit d'asile, d'autoriser les forces de police à fouiller les bagages des arrivants et à saisir leur argent liquide au-delà de 1400 euros. "Ce que nous disons, c'est que si vous voulez venir en Europe, mieux vaut éviter le Danemark", se réjouit publiquement un porte-parole du Parti populaire danois d'extrême droite. Le gouvernement suédois, dans le même temps qu'il parle d'utiliser, selon une tradition bien française, des charters pour expulser les réfugiés déboutés du droit d'asile, envisage de réduire les aides sociales pour les étrangers ayant obtenu un permis de résidence temporaire. Une mesure que le premier ministre britannique, David Cameron, souhaiterait bien obtenir de l'Union européenne pour présenter un compromis acceptable et éviter le "Brexit", la sortie de l'UE, qu'il a lui-même envisagé par démagogie lors de sa campagne électorale, convoquant pour en décider un référendum en juin prochain. Il va sans dire que les migrants n'en continuent pas moins d'affluer, toujours plus nombreux, chassés par les désastres des guerres au Moyen-Orient, du chaos économique et de la crise climatique. L'organisation internationale pour les migra-

tions (OIM) a recensé la mort, depuis le 1er janvier 2016, de 113 personnes qui ont péri noyées dans le naufrage de leur embarcation en Méditerranée. Elle évalue à 37 000 le nombre de migrants arrivés depuis cette date en Grèce ou en Italie, dix fois plus que l'an passé sur la même période.

FIASCO EUROPEEN

En septembre 2015, un sommet européen avait décidé, sans enthousiasme, un plan de "relocalisation" destiné à soulager l'Italie et la Grèce. Sur les 160 000 étrangers qui devaient être répartis entre différents pays... 272 seulement l'ont été. Devant un tel fiasco, les Etats européens ont imaginé une autre solution, qui n'aura pas plus de succès : convaincre la Turquie de garder chez elle le maximum des 2.5 millions de réfugiés qui y survivent dans des conditions extrêmement précaires, contre la promesse d'une aide de trois milliards d'euros.

Seule l'Allemagne continue pour l'instant d'accueillir des centaines de milliers de réfugiés - plus d'un million l'an dernier. L'extrême droite, Pegida, AfD (Alternative pour l'Allemagne), comme la CSU bavaroise qui est alliée avec la CDU d'Angela Merkel, s'est emparée des événements survenus à Cologne, où plusieurs centaines de femmes ont été victimes d'agressions sexuelles et de vols - deux d'entre elles ont été violées - de la part de centaines de jeunes hommes dont la plupart sont originaire de pays du Maghreb ou du Moyen-Orient, et par mi eux des réfugiés. Sous cette pression, Angela Merkel, tout en refusant de limiter comme le veut la CSU le nombre de réfugiés à 200 000, envisage des mesures de réduction de l'accueil. Mais le gouvernement allemand a, dans le même temps, annoncé qu'il consacrait 8 milliards d'euros sur son budget à l'installation des étrangers accueillis. C'est cependant une exception, qui pourrait bien ne pas durer. Pour la plupart des dirigeants européens, même s'ils ont quelquefois le mot "accueillir" à la bouche, il n'est question que de sécuriser les frontières de l'Europe, d'en faire une véritable forteresse ou de renoncer à la libre circulation à l'intérieur de l'espace Schengen. Si la soli-

darité n'existait pas, celle des gardes côtes italiens et grecs qui ont sauvé des dizaines de milliers de réfugiés naufragés en Méditerranée, celle des bénévoles qui accueillent les migrants en Italie, en Grèce et en Allemagne où 7 milliards d'euros de dons ont été collectés à leur profit, la situation des migrants serait sans doute partout ce qu'elle est dans la "jungle" de Calais.

Car une chose est sûre, c'est que le gouvernement

français se lave les mains des drames que vivent les migrant-e-s. Lorsque ceux de Calais manifestent, comme ils l'ont fait le 23 janvier dernier, pour dénoncer les conditions inhumaines qui leur sont imposées, ce sont eux qui sont au banc des accusés, alors même qu'ils ne souhaitent que quitter la France pour passer en Angleterre.

Galia Trépère, *L'Anticapitaliste* - février 2016

A Calais, un ghetto à la place du camp

L'ouverture d'un "camp humanitaire" sécurisé, au cœur du bidonville, alimente de nouvelles polémiques. Et pose, une fois de plus, les questions qui fâchent.

Dans la jungle de Calais, le compte à rebours a commencé. Dès cette semaine, les premières familles de réfugiés vont être invitées à quitter leurs abris de fortune pour s'installer dans des conteneurs spécialement aménagés pour les héberger. Des préfabriqués intégrés au cœur du bidonville, dans un "camp humanitaire" fermé, équipé de caméras de surveillance et d'un système d'empreintes palmaires. Pour entrer, les migrants devront justifier d'un code d'accès, avec un dispositif de reconnaissance biométrique. L'espace sera interdit aux journalistes et aux bénévoles... exceptés à ceux de l'association qui gère déjà le centre Jules Ferry, agréée par le gouvernement, la Vie active. La nouvelle a été confirmée, dans une conférence de presse donnée le 4 janvier, par la préfète du Pas-de-Calais, Fabienne Buccio.

" UNE PRISON A CIEL OUVERT "

Par cette opération, l'État entend officiellement "améliorer le sort des migrants en leur offrant un toit". Les places disponibles seront occupées prioritairement par les plus fragiles, pour des questions de santé ou de précarité. Près de la moitié du campement, avec ses tentes et ses abris de fortune, a déjà été rasée. Mais derrière ce bel objectif affiché, les autorités entendent surtout limiter à 2000 le nombre de migrants à Calais. Nul ne sait, pour l'instant, ce que deviendront les 3000 autres, présents sur le site. Devant les journalistes, la préfète n'a pas hésité à s'en prendre aux associations, leur reprochant notamment de distribuer des repas dans la jungle. " Nous distribuons déjà des repas élaborés par des nutritionnistes. C'est une bêtise, elles doivent arrêter cela ! " explique-t-elle dans le quotidien régional La Voix du Nord. Interrogée sur l'urbanisation incontrôlée du site, où poussent des cabanes en bois, commerces et restaurants, la préfète durcit le ton : " Il faut stopper cela, voire démonter. On doit le respect aux migrants, qui pour 95% sont de pauvres gens qui cherchent un avenir meilleur. Ils ne doivent pas servir de fond de commerce aux associatifs. " Des propos peu appréciés par les associations qui regrettent d'être ainsi mises en cause et s'inquiètent, surtout, de la création de cet espace fermé, parlant déjà de "prison à ciel ouvert". "Avec ce nou-

veau camp, on va écarter les volontaires qui aident les réfugiés à nouer des liens, à construire une vie sociale. Que deviendront les jardins d'enfants, les écoles, le théâtre, les restaurants et toutes ces échoppes qui permettent aux gens de ne pas rester inertes, comme des assistés ?", explique le militant associatif Philippe Wannesson.

Cette nouvelle polémique montre à quel point le camp de Calais, aussi minuscule soit-il comparé à tous les autres camps de réfugiés à travers le monde, représente dans notre pays un véritable abcès de fixation. "Cette actualité est révélatrice de nos peurs face à la réalité migratoire", affirme l'essayiste Raphaël Glucksmann. Ce dernier avait lancé, en octobre, "l'appel des 800", réunissant des artistes, des cinéastes, des écrivains, des philosophes et autres intellectuels, pour dénoncer la passivité des pouvoirs publics face au drame des migrants. "La manière dont une société traite les plus pauvres dévoile ce qu'elle est entrain de devenir. Après les sans-abris, les Roms, les sans-papiers, on habitue l'opinion publique à un traitement violent des marginaux dans notre société. Mais quand on laisse pourrir ceux qui sont à la marge, c'est toute notre société qui est en voie de pourrissement." Avec cette opération "camp propre", le gouvernement, pressé par l'ONU et par l'Union européenne, a beau jeu de mettre en avant son volontarisme et ses préoccupations humanitaires. Mais pour le jésuite Christian Mellon, membre du Centre de recherche et d'action sociales (Ceras), il pourrait s'agir d'une action en trompe-l'œil. "Enfermer les gens dans des conteneurs, sous prétexte de les mettre au chaud, n'est peut être pas le meilleur service à leur rendre", juge-t-il. Grâce à l'expérience d'un mouvement dont il est proche - le Service jésuite des réfugiés (JRS) -, ce spécialiste des migrations internationales l'affirme : "Les migrants arrivent toujours à se débrouiller pour trouver des vêtements, de la nourriture, un abri. Ce dont ils ont le plus besoin, nous disent-ils, c'est de pouvoir nouer des liens avec la population, rencontrer des Français, des Françaises, des êtres humains, citoyens de ce pays. L'hospitalité ne peut se réduire à l'hébergement d'urgence. Elle doit permettre la création d'un lieu qui donne du sens et du goût à la vie."

Laurent Grzybowski, *La Vie* - 7 janvier 2016

Les bulldozers contre les réfugié-e-s, les enfants et l'éducation

Il y a une semaine jour pour jour c'était l'inauguration de l'Ecole laïque du chemin des dunes... Aujourd'hui l'école est menacée de destruction...

Il y a 8 jours, au Forum de Calais que d'aucuns continuent à appeler "la jungle", c'était l'inauguration joyeuse de l'Ecole laïque du Chemin des Dunes. Fierté pour le créateur-constructeur de l'Ecole, Zimako Jones, et pour Virginie à ses côtés, coordinatrice et âme de l'école avec tou-te-s les bénévoles. Les enfants s'égayaient, épelaient l'alphabet ou disaient quelques phrases en français : " Je m'appelle... " Une semaine plus tard, l'Ecole composée de quatre bâtiments/cabanes - salle de classe enfants, salle de classe adultes, infirmerie, salle de réunion qui accueille la Bibliothèque vivante - est menacée de destruction. Elle est située dans la zone sud vouée par la préfète à la destruction/dévastation "avant mars". Au moment où les températures avoisinent à Calais 0° et que la tempête s'engouffre avec violence. Au moment où Alep subit des bombardements d'une violence destructrice extrême, grossissant le nombre de celles et ceux qui fuient le mort, dont les bateaux sombrent en Méditerranée, au moment où les réfugiés à Calais ou Dunkerque sont la proie d'attaques de groupes néo-fascistes, armés de barres de fer, de bombes lacrymogènes... 2 000 personnes sont concernées. Elles seront "officiellement" averties lundi matin. Contraintes de rejoindre pour certains les containers, lieux sans vie, dortoirs exigus, aux minuscules fenêtres, sans eau, sans toilette. Sommées le matin de quitter les lieux. Pour aller où ? Dans la zone sud se trouvent aussi les commerces, cafés, lieux de rencontres, où boire un thé, manger, être ensemble, parler. Eux aussi sont condamnés à disparaître. Après la destruction des lieux de recueillement et de spiritualité - église et mosquée -, après

l'interdiction policière manu militari de semer des graines de fleurs sauvages, au cours d'une cérémonie symbolique accompagnée de minutes de silence, sur l'emplacement où ces deux lieux de culte se trouvaient, c'est l'école laïque qui est visée, avec ses albums pour enfants, des dictionnaires, un tableau noir, des crayons de couleurs, des peintures, des jouets, des peluches. Lieu de reconstruction de soi, d'éducation et de paix ; initiative exceptionnelle ; espace de jeu et d'apprentissage ; espace sécurisant; retrouver l'école "comme avant" ; repère dans l'espace après l'errance ; espoir fragile pour des petites filles, des petits garçons qui veulent être docteur, institutrice...

Le Forum sort les enfants et les adultes du contexte sordide et des conditions indignes de "la jungle", et l'Ecole est le lieu où s'amorce, se renforce, s'exprime un processus de reconstruction d'une vie digne, humaine. Après avoir cadennassé le passage vers l'Angleterre, qui bloque les réfugiés à Calais sans la moindre issue de secours, cette décision préfectorale est criminelle. Elle dit : Dégagez, vous n'avez pas droit à l'étude, aux livres, à la langue. Vous n'avez pas le droit de manger ensemble, vous n'avez pas le droit d'avoir des magasins. Vous n'avez pas le droit de vivre, de lire, d'écrire, de prier, de chanter des cantiques ou gospels, de semer des fleurs...

Détruire les églises, les écoles, ou les bibliothèques et les hôpitaux, rappelle les plus sombres périodes de notre histoire.

C'est quoi ce monde ? Cette barbarie, cet acharnement aveugle et meurtrier... C'est ça la vie ? Toutes les initiatives sont bienvenues, notamment celles des avocats, du Défenseur des droits, des ONG, des intellectuels et des artistes, des journalistes, des amis. Il y a urgence. Alerte !

Le blog de Florence Prudhomme - 12 février 2016

LES NO BORDERS DANS LE COLLIMATEUR

Ils militent pour un monde sans frontières et aident les migrants. Selon les pouvoirs publics, ce sont des perturbateurs. Qui sont-ils vraiment ?

Après un week-end tendu à Calais, les No Borders, ces militants qui luttent pour l'abolition des frontières, sont sous le feu des critiques. Samedi 23 janvier, à l'issue d'une manifestation pacifique en solidarité avec les migrants, 350 d'entre eux se sont introduits dans le port de Calais. Certains ont même réussi à monter à bord du ferry Spirit of Britain, bloquant le port pendant plusieurs heures. Vingt six migrants ont été interpellés par la police aux frontières, ainsi que neuf No Borders. Lundi, six migrants et deux No Borders ont comparu devant le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer pour cet incident. Egalement attribué aux No Borders, un tag "Nik la France" sur la statue du général de Gaulle dans le centre ville de Calais a provoqué une forte émotion dans la classe politique.

Alors que la crise migratoire s'aggrave à Calais, les critiques se sont accumulées à l'égard de ces militants, qui sont accusés de profiter de la détresse des migrants pour semer le chaos et attiser les violences contre les forces de l'ordre. Mais qu'en est-il vraiment ?

UNE COMMUNAUTE INFORMELLE

Apparue dans les années 90 en Allemagne, le réseau No Borders s'est développé dans toute l'Europe autour d'un mot d'ordre, "la liberté de circulation pour tous", comme on peut le lire sur leur site internet. Souvent classés à l'extrême gauche, ces activistes ne revendiquent cependant aucune appartenance politique. Des groupes de militants No Borders sont actifs le long des frontières de l'UE, sur les routes empruntées par les migrants

et sont arrivés en 2009 à Calais, après la fermeture d'une première "jungle". Selon la préfecture du Pas-de-Calais, une centaine d'entre eux, d'origine française, allemande, hollandaise ou britannique, seraient présents dans la "jungle". Mais pour Christian Salomé, président de l'association l'Auberge des migrants, ils ne seraient pas plus d'une vingtaine en temps normal. Ils seraient un peu plus nombreux les week-ends ou pendant les vacances. *"Ce n'est pas une association, mais une communauté informelle, une mouvance, explique-t-il. Ils n'ont pas de statuts, pas de représentant ni de ligne officielle. N'importe qui peut se dire No Borders."* Parmi eux, on trouve des profils très différents. *"Il y a des SDF internationaux, qui promènent leurs chiens sur toutes les zones de contestation - antinucléaires en Allemagne, zadistes à Notre-Dame-des-Landes...-, à mon avis sans grandes convictions, poursuit Christian Salomé. Mais vous avez aussi des professeurs d'université, des gens réfléchis, qui expliquent posément que s'il n'y avait pas de frontière dans le monde, ça faciliterait la vie."*

L'AIDE AUX MIGRANTS

Dans la "jungle", les No Borders aident les migrants à leur manière, sans forcément se concerter avec les associations "historiques". Ils assistent les réfugiés dans leurs démarches juridiques, construisent des abris, animent des ateliers théâtre ou donnent des cours de français. Ils recueillent aussi les témoignages des réfugiés victimes de violences policières, pour les dénoncer, assure Vincent De Coninck, chargé de mission pour le Secours catholique à Calais. Selon la préfecture cependant, *"leur objectif ne se limite pas à venir en aide aux migrants, mais à les inciter à mener des actions contre l'Etat, essentiellement les forces de l'ordre."* Les No Borders aideraient les migrants à passer la frontière. *"Leur présence est constatée la nuit lors des tentatives de blocage de la rocade portuaire, souvent en deuxième ligne, incitant les migrants à*

prendre tous les risques." A en croire les services préfectoraux, ils mèneraient *"une cation de propagande auprès des migrants pour dénigrer toutes les solutions offertes par l'Etat"*, comme le dépôt des demandes d'asile en France et l'hébergement dans le centre d'accueil provisoire (Cap), un espace sécurisé avec des conteneurs chauffés qui a ouvert dans la "jungle". Les associations présentes dans ce bidonville à ciel ouvert ne blâment pas les No Borders. Pour Vincent De Coninck, ces derniers font l'objet d'une "diabolisation" de la part des autorités, une attitude *"qui est excessive et qui n'est pas juste"*. *"Il peut y avoir des dérapages, mais on ne peut pas les stigmatiser comme ça. Certains militants No Borders font un travail de qualité, même si nous n'avons pas forcément les mêmes modes d'action, souligne-t-il. J'en connais d'autres pour lesquels je serais plus réservé, mais c'est difficile de généraliser. Il y a autant de tendances que de militants !"* Christian Salomé tient à rappeler que les No Borders ont été les premiers à ouvrir des squats pour les migrants : *"A Calais, ce sont des groupes de No Borders qui ont commencé à s'occuper des adolescents, ce sont eux qui ont créé un centre pour femmes et enfants rue Victor Hugo, et qui l'ont géré jusqu'à ce que l'Etat prenne la relève."*

UNE SITUATION INTENABLE

Pour Vincent De Coninck, les épisodes récurrents de violence à Calais ne sont pas dus à la présence de ces militants, mais plutôt à la situation intenable dans laquelle se trouvent les migrants. *"Ce qui pousse les gens à bout, ce sont les conditions de vie et l'impossibilité qui leur est faite de passer légalement la frontière pour se rendre en Angleterre, insiste-t-il. Comment voulez-vous que des gens qui ont de la famille en Grande-Bretagne et à qui on interdit de demander asile légalement n'en viennent pas à désespérer et à être prêts à tout ? S'il y avait des voies légales, il n'y aurait pas de violences."*

Agnès Chareton, La Vie - 28 janvier 2016

INFORMATIONS LOCALES

- > Mercredi 24 février, à 20H30, soirée-débat *"Immigration : accueillir un frère ?"* ; avec Jean Haffner (ancien responsable du service des migrations au Secours Catholique) - 8 rue de la Californie (quartier des Prébendes).
- > Vendredi 26 février, à 18H30, rencontre avec Paul de Montgolfier (directeur de JRS-réseau Welcome) - Carmel, 13 rue des Ursulines.
- > Coallia a été retenue pour la création d'une nouvelle plate-forme régionale (antenne d'Orléans) pour les migrants. Elle ouvrira le 1^{er} avril et assurera la domiciliation, le suivi social, l'hébergement, ...
- > La Table de Jeanne Marie accueille chaque jour, de 10H30 à 14H, quinze à vingt cinq personnes qui peuvent y partager un repas. N'hésitez pas à les rejoindre, 43 rue des Abeilles (à côté de la place Velpeau).

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, et des individus en lutte...

Prochain Cercle de silence : mardi 29 mars 2016